

FICHE TECHNIQUE

Efficacité de la cogestion des pêcheries dans un petit port de pêche d'Afrique de l'Ouest : le cas d'une minuscule zone d'interdiction de pêche

Bocar Sabaly Baldé¹, Patrice Brehmer²

¹ Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA), Centre de Recherches Océanographiques de Dakar-Thiaroye (CRODT), BP 2241, Centre PRH, Dakar, Sénégal

² Institut de Recherche pour le Développement - France (IRD), UMR Lemar (UBO, CNRS, IRD, Ifremer), BP 1386, Dakar, Sénégal

Auteur correspondant : bocarbalde2005@hotmail.com

Résumé

Pour faire face à la raréfaction des ressources halieutiques et à la perte de la biodiversité marine et côtière au Sénégal, les communautés locales ont mis en place, entre autres, des zones d'interdiction de pêche (ZIP), en intégrant les connaissances scientifiques. Ces ZIP permettent de conserver la diversité biologique et culturelle de la zone côtière, de reconstituer les stocks de poissons et d'améliorer les moyens de subsistance des populations locales. Nous présentons ici un exemple d'initiative de cogestion peu coûteuse impliquant les pêcheurs d'une ZIP. Un questionnaire a été élaboré pour connaître les opinions et les connaissances des pêcheurs sur la cogestion locale. Aucun pêcheur n'a associé le changement climatique à la baisse des captures, mais à l'augmentation du nombre de bateaux de pêche industrielle sénégalais. Les pêcheurs locaux pensent surtout que les récifs artificiels augmentent positivement les taux de captures. Les ZIPs, les aires marines protégées et la cogestion gagnent de plus en plus de soutien pour la conservation marine des pays d'Afrique de l'Ouest. La présente étude démontre la contribution des pêcheurs à la collaboration au sein des comités de pêche avec les agences administratives et les chercheurs dans la gestion durable des ressources.

Mots clés : Récifs artificiels, zone interdite de pêche, indicateurs écologiques, cogestion, Sénégal.

1. Introduction

A Ouakam, un accord de cogestion a été établi en 2008 entre le Ministère de l'Economie Maritime du Sénégal et le comité local de pêche pour la création d'une ZIP. Ce site représente une réserve destinée à favoriser la régénération des ressources halieutiques. Nous avons évalué ici les effets de la mise en place d'une zone d'interdiction de pêche (la ZIP de Ouakam) sur la biodiversité des poissons et les interactions entre les différents acteurs impliqués dans sa gestion. Nous avons mis en évidence les différents défis rencontrés à partir de données scientifiques sur les pêcheries et d'entretiens avec des pêcheurs du site de Ouakam. Les objectifs de cette étude étaient d'identifier la perception des acteurs locaux par rapport à l'état et à la gestion durable des ressources côtières au niveau du site de Ouakam. Nos résultats devraient contribuer à améliorer notre compréhension de la cogestion des ressources naturelles marines dans les pays en développement.

2. Méthodologie

Une enquête sociologique a été menée au port de Ouakam (Figure 1). Pour assurer la représentativité, 70 pêcheurs sur 420 ont été interrogés. Les personnes interrogées ont été réparties en fonction de leur métier (plongée, filet, ligne) et de leur position dans le bateau (capitaine, marins et armateurs). Un échantillonnage ciblé en boule de neige a été utilisé pour identifier les répondants (Kochnowar et al., 2015). Au cours du processus d'entretien, nous avons également demandé à chaque personne interrogée de formuler des recommandations. Dans un souci de cohérence entre les différents cas, nous avons essayé de nous adresser à des personnes ayant des rôles similaires.

Le guide utilisé a été structuré autour des perceptions, des représentations et des enjeux des zones de pêche, des usagers et de leurs formes d'exploitation du milieu et des modes d'organisation sociale liés à l'exploitation des ressources. Un certain nombre de questions ont été élaborées en commençant par une évaluation des connaissances des populations sur les pêcheurs :

- (i) Quelle est la principale cause de la diminution des ressources halieutiques ?
- (ii) Les habitants sont-ils conscients des causes de ces problèmes ou de l'impact de leurs propres comportements ?
- (iii) Les habitants sont-ils pour ou contre les mesures de gestion ? Par exemple la réglementation des méthodes de pêche (l'interdiction des filets en monofilament, la taille et l'ouverture des mailles, l'interdiction de certaines méthodes de pêche dans certains lieux ou à certaines périodes), la création d'AMP ou de ZIP, et la limitation du volume des captures, etc.
- (iv) Que savent les résidents sur les questions relatives à l'environnement, aux espèces et au milieu marin ?
- (v) Que pensent les résidents sur la question du changement climatique ?

Ces questions recoupent des éléments d'enquêtes sur la conservation marine (Jefferson et al., 2015).



Figure 1 : Bouées de préparation au balisage de la zone d'interdiction de pêche (ZIP) de Ouakam par les artisans pêcheurs.

3. Résultats

Les résultats indiquent que 96 % des pêcheurs locaux interrogés sont favorables à la réglementation de la pêche. Les pêcheurs ont fait valoir que l'accès libre aux ressources détruit l'habitat du poisson. Ils ont également fait valoir que la pression de pêche exercée sur les ressources empêche les poissons de grandir. Seuls 4 % d'entre eux pensaient que le libre accès aux ressources augmenterait leurs moyens de subsistance. Cependant, lorsque la rareté des ressources a été discutée, la plupart des pêcheurs (67 %) ont mis en cause les bateaux de pêche industrielle sénégalais comme étant la cause principale.

En ce qui concerne la mise en œuvre des mesures de cogestion, 53 % des personnes interrogées ont soutenu la fermeture totale à la pêche de la zone d'interdiction de pêche (ZIP), 42 % ont exprimé leur désaccord et 5 % n'ont pas souhaité se prononcer sur la question. Le succès mitigé de la ZIP s'explique en grande partie par la perception locale d'un manque d'information sur la gestion du site et d'un accès inéquitable au site par les pêcheurs locaux.

Les pêcheurs locaux appartiennent à des organisations existantes pour diverses raisons (Conseil local de la pêche artisanale CLPA, Fédération nationale des groupements d'intérêt économique pour la pêche FENAGIE, Conseil interprofessionnel de la pêche artisanale au Sénégal CONIPAS). Les acteurs associés à ces organisations (40 %) ont déclaré que les avantages offerts étaient les principales raisons de leur adhésion. Les avantages comprennent l'assistance en cas de difficultés, l'amélioration des conditions de travail (notamment l'augmentation des prix de vente des produits sur la plage). Les acteurs qui n'étaient associés à aucune organisation (60 %) ont déclaré que le manque d'intérêt des organisations était la principale raison. Certains pêcheurs ont déclaré qu'ils avaient été des membres actifs d'organisations dans le passé, mais qu'ils n'étaient plus associés à celles-ci en raison de problèmes organisationnels internes.

Pour faire face à la rareté des ressources, 82% des pêcheurs locaux ont soutenu la construction de récifs artificiels dans la ZIP. Ils pensaient que cette pratique permettrait d'augmenter les prises. Ils pensaient également bénéficier du déplacement des espèces de la zone de non prélèvement ("effet de débordement").

Conclusion

Pour plus de transparence, les pêcheurs locaux devraient être régulièrement informés des résultats de la recherche scientifique et des interprétations associées afin de mieux comprendre l'importance écologique des espèces cibles et les effets écologiques de leur propre comportement dans le contexte du changement mondial. L'éducation environnementale doit se concentrer sur les besoins locaux déclarés (par exemple les espèces cibles, les techniques de pêche efficaces et durables, et les marchés), et aborder explicitement les avantages économiques de l'utilisation durable de l'environnement côtier et marin.

Bibliographie

Baldé, B.S., 2019. Dynamique des petits poissons pélagiques (*Sardinella aurita* et *Ethmalosa fimbriata*) au Sénégal dans un contexte de changement climatique : diagnostic et synthèse bioécologiques (Thèse de doctorat). Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Senegal.

Diedhiou, I., Yang, Z., Ndour, M., Dème, M., Fall, M., Thiaw, M., Thiam, N., Li, S., 2019. Socioeconomic dimension of the octopus "*Octopus vulgaris*" in the context of fisheries management of both small-scale and industrial fisheries in Senegal. *Marine Policy* 106, 103517.

Kochnower, D., Reddy, S.M., Flick, R.E., 2015. Factors influencing local decisions to use habitats to protect coastal communities from hazards. *Ocean & Coastal Management* 116, 277-290



INSTITUT SENEGALAIS DE RECHERCHES AGRICOLES

WWW.ISRA.SN

FICHE TECHNIQUE

Efficacité de la cogestion des pêcheries dans un petit port de pêche d'Afrique de l'Ouest : le cas d'une minuscule zone d'interdiction de pêche

SÉRIE FICHES TECHNIQUES ISRA

VOLUME 65

FÉVRIER 2023

NUMÉRO 3

ISSN 0850-9980

AUTEURS

Bocar Sabaly Baldé

Patrice Brehmer

CONTACTS : Route des Hydrocarbures / (+221) 33 859 17 55